

Revenu agricole 2018

Une amélioration des résultats difficile à expliquer

Lucien Bourgeois

Après deux années marquées par des problèmes climatiques importants, quelques points de repères.

La commission des comptes de l'agriculture vient de se réunir en décembre dernier pour examiner les premières prévisions sur les résultats économiques des exploitations agricoles pour l'année 2018. Pas de révélation spectaculaire à relever si ce n'est une légère amélioration des résultats après deux années marquées par des problèmes climatiques importants qui ont affecté la récolte de céréales en 2016 et celle de vin en 2017. Une occasion de donner quelques points de repères utiles pour éviter de tomber systématiquement dans le misérabilisme facile.

LES EFFETS CONTRASTÉS DE LA SÉCHERESSE 2018

On se souviendra de la sécheresse de l'été 2018. Elle a réjoui les vacanciers mais elle aura été une preuve de plus du changement climatique en cours. Mais sur le plan agricole, elle aura eu moins de conséquences économiques négatives que les aléas climatiques des deux précédentes campagnes. La récolte de céréales a été faite avant. Dans de nombreux secteurs, la sécheresse a réduit les volumes de production et cela a été bénéfique sur les prix. On peut même supposer que cette sécheresse a probablement évité une nouvelle crise grave dans le secteur laitier. La collecte avait augmenté au premier semestre et cette croissance s'est interrompue ensuite. Cela ne veut pas dire que ce raisonnement d'ensemble est valable pour tous les producteurs, mais cela explique pourquoi les résultats globaux de 2018 sont en amélioration et retrouvent un niveau comparable à ceux de 2015.

La valeur de la production, hors subventions, augmente de 4,7 % en un an sous l'effet d'une augmentation des volumes

de 1,3 % et, surtout, d'une amélioration des prix de 3,4 %. Mais cela est dû essentiellement à une forte progression de 8,9 % de la valeur des productions végétales alors que celle des productions animales baisse de 1,2 %.

Mais, dans ces deux secteurs, les disparités sont importantes. On observe des progressions spectaculaires en valeur de certaines productions végétales comme les vins (+29 %), les pommes de terre (+ 18 %) et les céréales (+ 7,1 %) mais aussi des baisses importantes comme celles des betteraves à sucre (-15,1 %) ou des oléagineux (- 13,6 %). Du côté des productions animales, la valeur de la production porcine baisse de 13 % et celle des volailles de 8 %.

En 2018, les charges augmentent moins rapidement que les ventes (1,7 %), en particulier à cause de l'énergie (+13 %) et des engrais (+ 5 %).

Au total, la valeur ajoutée, y compris avec les subventions, augmente de 6,7 %. Comme l'emploi agricole diminue de 1 % et que l'inflation augmente de 1 %, la valeur ajoutée par actif en valeur réelle augmente comme la valeur ajoutée globale. Après déduction des salaires, le résultat pour les seuls non salariés augmente de 10,8 % car leur nombre diminue de 2,2 %.

UNE MOYENNE CACHANT DE GRANDES DISPARITÉS

Si l'on passe aux résultats nets en déduisant les amortissements des investissements, ils progressent beaucoup plus. La valeur ajoutée nette par actif augmente de 9,8 % et le résultat par actif non salarié augmenterait de 18,3 % en 2018 par rapport à 2017. Rappelons que cet indicateur avait baissé de 21 % en 2016 et augmenté de 25 % en 2017.

Pour la valeur ajoutée par actif en termes réels, les évolutions sur longue période sont instructives. Avec une augmentation de 6,7 % en 2018, le niveau est désormais supérieur de 36 % à celui de l'année 2000. Il est légèrement au-dessus de celui des très bonnes années 2012 et 2015 (+ 28 % en 2000).

Cette moyenne peut cacher de grandes disparités. C'est pour cela que l'Administration publie aussi ceux du réseau d'information comptable agricole (RICA).

Mais il faudra attendre un an avant de connaître ses résultats de 2018. En décembre dernier, l'administration a diffusé les résultats de 2017 obtenus à partir d'un échantillon de 6 800 exploitations agricoles représentatives des 296 000 exploitations françaises ayant un chiffre d'affaires de plus de 25 000 € par an. Celles-ci réalisent 97 % du chiffre d'affaires total pour 92 %

de la surface agricole utile et 85 % de l'emploi mais seulement 65 % du nombre total des exploitations agricoles françaises. Fort heureusement, les résultats du RICA de 2017 sont cohérents avec les résultats macro économiques présentés l'année dernière par l'INSEE. Ils montrent que, déjà en 2017, il y avait eu un redressement de la situation économique des exploitations après les mauvais résultats de 2016. Cette convergence entre les chiffres issus de l'observation des résultats des entreprises, une approche micro économique, et les résultats obtenus par la comptabilité nationale est rassurante.

UNE AMÉLIORATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES EN 2017

Les chiffres de 2017 nous apportent une photographie intéressante des exploitations agricoles françaises. Ces 296 000 exploitations auraient un chiffre d'affaires moyen de 193 000 €, soit 6 % de plus qu'en 2016. Cette amélioration est particulièrement significative pour les exploitations spécialisées en céréales (+ 18% en 2016). Cette amélioration du chiffre d'affaires permet de dégager un excédent brut d'exploitation (EBE) de 72 000 € en 2017. Il progresse de 18 % par rapport à 2016 et retrouve un niveau égal à celui de 2015. Cet excédent brut est un des indicateurs économiques les plus intéressants car il est utilisé pour rémunérer l'exploitant (prélèvements privés), rembourser les annuités d'emprunts à moyen et long termes et pour constituer une réserve pour aléas ou investissements à venir.

Les amortissements du matériel et équipements sont en moyenne de 31 000 € en 2017. Le résultat courant avant impôts est en moyenne de 38 000 € en augmentation de 44 % par rapport au niveau déprimé de 2016.

Sachant que l'on compte, en moyenne, 1,39 unité de travail non salarié par exploitation, l'EBE par non salarié est donc de 50 000 € en 2017. Leur revenu courant avant impôt serait alors de 127 500 €. Avec cela, il faut payer les charges sociales de 9 300 € en moyenne. Les agriculteurs récupèrent, en plus, les plus values sur revente de matériel. La somme n'est pas négligeable. Elle a été en moyenne, pour ces 296 000 exploitations, de 3 800 € en 2017.

90 % des exploitations touchent une subvention. Elle a été en moyenne de 33 200 € en 2017. Il est évident que sans cette subvention, le revenu de la plupart des exploitations aurait été négatif. La meilleure preuve est que si les ventes ont atteint une moyenne de 193 000 € par exploitation, il faut immédiatement ajouter que les charges ont été de 188 000 la même année !

**90 % DES EXPLOITATIONS
TOUCHENT
UNE SUBVENTION**

LES DISPARITÉS MISES EN VALEUR PAR CE RÉSEAU COMPTABLE

L'intérêt du RICA n'est certainement pas de faire des moyennes pour vérifier si l'approche macro économique de la Comptabilité nationale est pertinente. L'intérêt du RICA est de donner des indicateurs sur la dispersion des résultats des exploitations. Ainsi, quand le résultat courant avant impôt est de 38 000 € en moyenne, il n'est que de 22 000 pour les exploitations spécialisées en céréales et oléoprotéagineux comme pour celles spécialisées en viande bovine. Il est de 50 à 52 000 pour les exploitations de grandes cultures, de fruits et légumes ou de viticulture. Il est même de 70 000 pour les exploitations porcines. Même genre de dispersion pour les subventions. Elles sont en moyenne de 33 000 € par exploitations mais elles ne sont que de 7 000 € pour les exploitations viticoles quand elles sont de 45 000 pour les exploitations spécialisées en viande bovine. Autrement dit, pour ces exploitations, elles sont plus de deux fois supérieures au résultat ! Pour les exploitations en céréales et oléoprotéagineux (COP), les subventions sont 1,5 fois supérieures au résultat avant impôt.

UN OUTIL D'OBSERVATION MIEUX ADAPTÉ POUR PILOTER LA POLITIQUE AGRICOLE

Tous ces chiffres sont intéressants. Ils montrent d'abord que le secteur agricole n'est pas condamné au misérabilisme. Il y a eu une mauvaise année en 2016. La situation a été en grande partie rétablie dès 2017 mais, comme le secteur viticole a été durement éprouvé cette année-là, la remontée a été moins visible. En 2018, les chiffres semblent clairs. En moyenne, les résultats sont supérieurs à ceux de 2015 ou de 2012 et d'un tiers à ceux du début des années 2000.

Comment peut-on expliquer que le pessimisme soit de mise ? La première explication vient de la volatilité des prix. Les marchés sont de plus en plus fluctuants et cela apporte une grande insécurité avec des résultats qui peuvent varier très rapidement d'une année sur l'autre.

Il en est de même des volumes de production. Les agriculteurs français pensaient être protégés des phénomènes climatiques. La récolte céréalière de 2016 et la récolte viticole de 2017 montrent que le changement climatique en cours affecte aussi nos zones tempérées.

La troisième explication est l'accroissement des disparités. Ces variations de prix et de volume rendent plus complexe la gestion des exploitations et les moyennes perdent de leur pertinence dans la mesure où les disparités s'accroissent.

**UN MODE
DE FONCTIONNEMENT
FIXÉ
DANS LES ANNÉES 1970**

On aurait donc besoin d'outils d'observation et d'évaluation qui permettent le pilotage du secteur afin de mobiliser les moyens financiers sur les endroits les plus adéquats.

La commission des comptes de l'agriculture est une instance très intéressante car elle permet de rassembler les fournisseurs de statistiques et leurs utilisateurs et, en particulier, les organisations professionnelles agricoles. Cette commission se réunit deux fois par an : en décembre pour les premiers comptes prévisionnels et en juin pour tous les autres comptes. Cela évite la dispersion et les effets d'annonce intempestifs. Mais le mode de fonctionnement de cette commission a été fixé dans les années 1970 où il était nécessaire de fournir des chiffres fiables pour permettre la tenue d'une conférence annuelle entre les organisations agricoles et le gouvernement avant la fin de l'année en cours. Cette époque est depuis longtemps révolue et les agriculteurs ont appris que la marge de manœuvre des Etats nationaux était à peu près nulle sur les prix des produits agricoles à cause de l'ouverture des frontières entre l'UE et le reste du monde. Ils ont appris aussi que, malgré la PAC, la concurrence n'a jamais été aussi forte entre les agricultures de l'UE. Ils ont appris enfin que s'il était indispensable de surveiller les coûts de production, les prix de vente pouvaient varier et qu'il convenait désormais de se donner les moyens de mieux comprendre la formation de la valeur dans les filières.

IL SERAIT UTILE D'AMÉLIORER LES OUTILS D'OBSERVATION EXISTANTS

Dans ces conditions, pourquoi ne pas faire évoluer les moyens d'observation statistiques pour permettre un meilleur pilotage stratégique ?

Pour ce qui concerne les chiffres de la macro économie, on pourrait souhaiter une approche qui permette de faire plus de comparaisons entre pays européens, des comparaisons entre filières de production.

La comptabilité nationale classe l'agriculture dans la production de biens primaires. De plus en plus d'agriculteurs font aussi de la transformation et de la vente. Ne devrait-on pas s'orienter dans une approche sectorielle qui permettrait de mieux mesurer ce phénomène ?

En ce qui concerne les statistiques sur les exploitations, il est étonnant que le cadre n'ait pas évolué. L'approche qui a été choisie il y a plus de 50 ans est basée sur l'orientation technicoéconomique des exploitations (OTEX). Ce choix était

logique au moment où les ministres d'Agriculture se réunissaient une fois par an pour fixer les prix des produits dans l'UE. Cela fait longtemps que les Etats ont abandonné leur pouvoir régalien sur les prix. On feint de croire que le revenu est déterminé par le produit fabriqué. Or, tous les calculs montrent que la dispersion des résultats est plus grande à l'intérieur de chaque OTEX qu'entre les OTEX. Tous les bons livres de statistiques expliquent pourtant que, dans ces conditions, le choix des catégories n'est pas pertinent. L'agriculture serait-elle le seul secteur de l'économie où l'importance du capital par exploitation serait négligeable ?

D'après les chiffres des résultats économiques de 2018, le secteur de la production agricole semble avoir su s'adapter avec un relatif succès. Mais ces moyennes cachent des disparités importantes. Il serait utile de revoir le dispositif actuel d'observation pour permettre un pilotage plus efficace de la politique agricole. ■

Repères

Les élites pas très informées sur la marche du monde

A la question « *Quel est, au niveau mondial, le pourcentage d'enfants de 1 an vaccinés contre au moins une maladie ? 20 % ? 50 % ? 80 % ?* », les dirigeants d'une grande banque internationale répondent massivement 20 %, alors que la bonne réponse est 80 %.

De même, à cette autre question « *Quelle est l'espérance moyenne de vie dans le monde ? 50, 60 ou 70 ans ?* », 7% seulement d'un panel d'enseignants norvégiens donne la bonne réponse, 70 ans. Ces résultats sont extraits d'une enquête réalisée en 2017 par la fondation suédoise Hans Rosling auprès de 12 000 personnes dans 14 pays, citée par *Books* n° 92, qui en comporte bien d'autres aussi étonnants.